Message de l'intersyndicale : pourquoi vos représentant.e.s ont-ils boycotté la séance du Comité technique du 27 juin ?

Chères collègues, chers collègues,

Suite à notre dépôt de préavis de grève le 25 mai 2022, nous sommes toujours en attente de dates de rencontre du groupe de travail prévu sur l'outil de dotation des lycées, et plus globalement d'une discussion sur **les moyens nécessaires à la réalisation de toutes les missions de la Région**.

Pour mémoire, en 2019, la Région Nouvelle-Aquitaine a adopté un nouveau barème permettant de calculer les postes affectés aux lycées et aux CREPS : au nombre de mètres carrés, de repas servis, etc…, correspond un nombre de postes. **Toutes les organisations syndicales s'étaient opposées à cet outil lors de sa présentation en Comité technique d'octobre 2018, considérant que les moyens alloués ne permettaient pas aux collègues de ces établissements d'accomplir correctement leurs missions** d'entretien, de maintenance, de restauration, etc... Nous avions en effet pu constater les conséquences néfastes de l'application du barème précédent en Aquitaine avant la fusion.

La Région a néanmoins entamé le tour des lycées pour déterminer les dotations à atteindre avec ce barème. Comme nous l'avions craint, l'application de l'outil conduit à de nombreuses suppressions de postes dans un grand nombre d'établissements, ce qui engendre une dégradation des conditions de travail et donc de la qualité du service public rendu. Les agents, supportant une charge de travail accrue et se trouvant empêchés de faire leur travail, ressentent un profond mal-être.
La Région fait état de la création de postes du fait de l'application de l'outil, mais nous constatons - sur la base des chiffres qui nous sont communiqués - qu'il s'agit en réalité, pour schématiser, d'utiliser des supports de postes supprimés en Limousin et plus tard en Poitou-Charentes pour revenir sur les suppressions excessives opérées précédemment en Aquitaine.

Notre préavis de grève intersyndical intervient dans **ce contexte de pression accrue** sur nos collègues, qui ne se limite bien sûr pas aux lycées et aux CREPS mais concerne en réalité **tous les agents de la Région**. Nous considérons aujourd'hui qu'au-delà de la pénibilité physique, elle aussi aggravée par les manques de moyens qui impactent les fréquences des gestes, l'impossibilité dans laquelle nous nous trouvons toutes et tous d'accomplir correctement nos missions – au niveau que notre conscience professionnelle et notre sens du service public commandent – constitue un risque psycho-social à part entière.

Nos revendications exprimées le 25 mai sont les suivantes :

- Nous demandons une refonte en profondeur de l'outil de dotation, et la suspension des dialogues de dotation.
- Nous demandons de revenir sur les suppressions de postes décidées à la suite des dialogues d'application de cet outil de dotation dans tous les Lycées de la Nouvelle-Aquitaine !

- Nous demandons la création et le recrutement de postes supplémentaires partout où cela est nécessaire.
- Nous demandons le renforcement des équipes de titulaires remplaçants en service général, maintenance, restauration...et plus largement pour tous les métiers de notre collectivité pour permettre un remplacement au plus vite des personnels manquants !
- Nous demandons l'ouverture de négociations sur l'amélioration des conditions de travail de tous les agents de notre collectivité.

A ce jour une seule des revendications a été considérée : la suspension des dialogues de dotation. Nous ne disposons toujours pas d'un calendrier de discussion sur l'ensemble des points et c'est pour contester l'absence d'un dialogue social effectif et tourné vers l'amélioration des conditions de travail des agents que vos représentant.e.s, tous syndicats confondus, ont refusé de participer au Comité technique de ce jour, lundi 27 juin 2022.
Le Comité technique ne s'est pas tenu, faute de quorum, il doit être à nouveau convoqué sous huit jours, et nous y serons présent.e.s pour intervenir sur les sujets inscrits à l'ordre du jour, sur lesquels nous sommes évidemment également mobilisé.e.s.

Nos seules préoccupations sont la santé et les conditions de travail de tous les agents de la Région dont découlent la qualité et la continuité du service public que nous nous devons de rendre aux Néo-Aquitain.e.s.